

OTC

Le Premier ministre Pashinyan parle des mesures prises par l'Azerbaïdjan pour perturber la paix dans la région depuis la haute tribune de l'ONU



S'adressant à la 76^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le

Premier ministre de la République d'Arménie Nikol Pashinyan a parlé des violations du cessez-le-feu par l'Azerbaïdjan, de la détention et de la torture de dizaines de citoyens arméniens, et des déclarations agressives contre l'Arménie et le peuple arménien.

Le Premier ministre arménien a déclaré que des incidents ont lieu presque tous les jours, dont le but est de délégitimer l'agenda de la paix, et non seulement d'approfondir l'atmosphère d'hostilité, mais aussi de la rendre plus systématique.

''Les violations du cessez-le-feu, les déclarations agressives et insultantes adressées à l'Arménie et au peuple arménien aggravent continuellement la situation'', a déclaré Nikol Pashinyan.

Selon le Premier ministre, le fait que, contrairement à l'article 8 de la déclaration du 9 novembre, l'Azerbaïdjan non seulement détient encore plusieurs dizaines de citoyens de la République d'Arménie en captivité, mais a également condamné nombre d'entre eux à 6 à 20 ans d'emprisonnement sur charges est et action contre la paix. ''En outre, il y a des citoyens dont la captivité n'a pas encore été confirmée par l'Azerbaïdjan, bien qu'il y ait des preuves claires qu'ils sont détenus. Cela devient encore plus inacceptable alors qu'à l'automne 2020, des utilisateurs azerbaïdjanais ont publié des vidéos de la capture de certains soldats arméniens, et plus tard, les corps décapités ou abattus de ces soldats ont été découverts. Nous avons des preuves irréfutables sur la torture de nos captifs'', a souligné Nikol Pashinyan.

Selon Nikol Pashinyan, un exemple scandaleux de l'approfondissement de l'atmosphère d'hostilité est l'ouverture du soi-disant parc des trophées à Bakou, où des écoliers azerbaïdjanais sont emmenés en excursion pour regarder les mannequins de soldats arméniens capturés, tués ou saignants.

''Ces mesures et d'autres sont prises pour démontrer l'impossibilité de la paix dans notre région, mais nous ferons constamment avancer ce programme en utilisant chaque opportunité et en créant de nouvelles opportunités pour ouvrir une ère de paix pour notre région'', a déclaré Nikol Pashinyan.

24/09/2021

L'Arménie en appelle à la Russie pour rétablir le transit des camions vers l'Iran

Soumise à un blocus terrestre imposé par l'Azerbaïdjan puis par la Turquie depuis 1993, plus enclavée encore depuis sa défaite militaire face à l'armée de Bakou dans la guerre du Karabagh de l'automne 2020, l'Arménie doit subir depuis douze jours les perturbations délibérément provoquées par l'Azerbaïdjan dans ses échanges commerciaux avec le monde extérieur. Après avoir consulté à ce sujet l'Iran, principal pays concerné par l'attitude hostile de l'armée de l'Azerbaïdjan qui rançonne les camions iraniens empruntant la principale route du sud de l'Arménie dont elle a occupé un tronçon de 21kms, les autorités arméniennes se tournent vers leur alliée, la Russie, qui n'a cessé d'exalter, au cours des derniers mois, l'ouverture des frontières et des axes de communication dans le Sud Caucase. Le vice-premier ministre arménien Suren Papikian a ainsi rencontré jeudi 23 septembre l'ambassadeur de Russie à Erevan, pour lui faire part des préjudices causés par les postes de contrôle installés par l'armée azérie sur le tronçon de cet axe majeur reliant Goris à Kapan, les deux chefs-lieux de la province méridionale de Syounik, et au-delà l'Arménie à l'Iran. La partie azerbaïdjanaise justifie cette mesure en invoquant le fait que le gouvernement de Nikol Pachinian aurait cédé cette partie de cet axe vital arménien à l'Azerbaïdjan en décembre, peu après la défaite de l'Arménie, au prétexte qu'elle serait située du côté azéri de la frontière séparant les deux États à l'époque soviétique. Mais le gouvernement arménien avait affirmé à l'époque que les véhicules circulant en Arménie pourraient continuer à utiliser cet axe éminemment stratégique sans passer par quelque point de contrôle. Les unités de garde frontières russes déployés dans le Syounik pour sécuriser les zones devenues frontalières après la défaite arménienne devaient en principe garantir aussi la liberté de circulation sur cette route. Ce sera le cas dans un premier temps, dans le cadre d'une

protection russe qui s'était imposée depuis les intrusions répétées de forces azéries dans des zones frontalières arméniennes, en mai, agitant la menace de nouveaux affrontements. Des soldats russes ont donc commencé à escorter des véhicules arméniens, mais seulement eux, circulant sur le tronçon de route tombé sous le contrôle des Azerbaïdjanais, une semaine après que les autorités de Bakou eurent installé leur checkpoint le 12 septembre, arrêtant les poids-lourds iraniens qui se voient imposer de lourdes taxes de passage. Plusieurs de ces conducteurs de poids lourds ont refusé de payer ces taxes, faute de pouvoir le faire pour beaucoup d'entre eux, certains ont même été arrêtés plus longtemps, pour avoir convoyé des marchandises au Karabagh arménien selon les autorités azéries. Les forces russes chargées de la sécurité dans la région peuvent faire valoir le fait, quant à elles, qu'elles n'ont pas mandat pour protéger les véhicules de pays tiers. C'est pour rappeler à la Russie que la rupture du trafic transfrontalier avec l'Iran occasionnée par l'Azerbaïdjan était aussi son affaire que S. Papikian a évoqué le sujet avec l'ambassadeur de Russie Sergei Kopyrkin, entre autres questions d'un intérêt mutuel, dont la défense, la sécurité et l'énergie. "Nous avons aussi discuté de la situation sur la section de la route Goris-Kapan, en soulignant le rôle important et constructif de la Russie pour réduire les tensions et trouver des solutions aux problèmes qui surgissent", a écrit S. Papikian sur sa page Facebook sans donner plus de détails.

La porte-parole du ministère russe des affaires étrangères, Maria Zakharova, avait déclaré la semaine dernière que cette crise routière soulignait la nécessité de procéder à une démarcation claire de la frontière arméno-azerbaïdjanaise. Elle avait précisé que Moscou avait soumis des propositions afférentes tant à Bakou qu'à Erevan et attendait leurs réponses. "En attendant, nous poursuivrons nos efforts communs en vue de débloquer les axes de transport et les liens économiques dans la région conformément à la mise en œuvre des accords [russo-arméno-azerbaïdjanaï] conclus au plus haut niveau", avait ajouté M^{me} Zakharova en faisant référence aux déclarations du 9 novembre 2020 et du 21 janvier de MM. Poutine, Pachinian et Aliiev. Bakou prétend que ces accords prévoient l'ouverture d'un « corridor du Zanguezour » reliant, à travers le sud de l'Arménie, l'Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan et à la Turquie. C'est pour pousser l'Arménie dans ce sens que Bakou a multiplié les provocations militaires à la frontière commune, jusqu'à occuper un tronçon de route. La Turquie elle aussi, insiste sur l'ouverture de ce corridor comme condition d'un dialogue avec l'Arménie dont Pachinian serait demandeur. Et si la Russie était tentée de

demander à la Turquie d'inciter son allié azéri à relâcher sa pression sur le sud de l'Arménie, Erdogan ne manquerait pas de la renvoyer à ses responsabilités dans le blocus de la région d'Idlib, seule zone encore rebelle, au nord-ouest de la Syrie. La Turquie soutient la formation islamiste qui contrôle cette région où ont échoué les derniers opposants au régime de Bachar Al Assad, qui a regagné le contrôle de la quasi totalité du territoire syrien avec l'aide de l'armée russe et qui compte bien réduire cette dernière poche de résistance. Contestant ouvertement les termes de la trêve conclue le 5 mars 2020 par Erdogan et Poutine, l'armée de B. Al Assad accentue sa pression militaire sur la poche d'Idlib, dont les quelque 6 millions d'habitants, réfugiés et déplacés, pour plus de la moitié d'entre eux, font face à une épidémie galopante de Covid. Si la Turquie se pose comme la protectrice d'Idlib, elle entend se prémunir contre une nouvelle vague de réfugiés et n'a gardé ouvert qu'un point de passage avec la région où l'aide humanitaire ne parvient qu'au compte-gouttes. Le sort de la région d'Idlib sera au cœur de la rencontre prévue le 29 septembre entre les présidents turc Erdogan, russe, Poutine et iranien, Raïssi.

par [Garo Ulubeyan](#)

3- Nor Haratch Hebdo

24/09/2021

Erevan reste optimiste quant au rapprochement turco-arménien

Le gouvernement arménien espère toujours normaliser les relations de l'Arménie avec la Turquie malgré les conditions préalables apparentes fixées par Ankara, a déclaré vendredi un haut responsable à Erevan.

Armen Grigorian, le secrétaire du Conseil de sécurité arménien, a déclaré qu'Erevan était prête à entamer un « dialogue turco-arménien sans conditions préalables » et à discuter de toutes les questions épineuses au cours d'un processus de normalisation « progressive ».

Grigorian n'a pas explicitement nié que le Premier ministre Nikol Pachinian avait proposé plus tôt ce mois-ci de rencontrer le président turc Recep Tayyip Erdogan. « Nous pensons qu'un dialogue à un niveau élevé et au plus haut niveau est l'un des moyens de normaliser ces relations », a-t-il déclaré aux journalistes.

Erdogan a affirmé la semaine dernière avoir reçu l'offre de Pachinian par l'intermédiaire du Premier ministre géorgien Irakli Gharibashvili. Il a semblé conditionner une telle réunion à l'acceptation par l'Arménie d'ouvrir un couloir de transport qui relierait l'Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan.

Dans ses commentaires précédents sur les ouvertures d'Erevan à Ankara, Erdogan a cité les demandes de l'Azerbaïdjan pour une reconnaissance arménienne formelle de la souveraineté azerbaïdjanaise sur le Haut-Karabakh.

Interrogé sur les conditions préalables apparentes de la Turquie, Grigorian a déclaré : « La partie arménienne a déclaré à de nombreuses reprises que les relations avec la Turquie devraient être normalisées sans conditions préalables, car chaque fois qu'il existe des conditions préalables, il est difficile de progresser sur une question. Nous espérons donc que la normalisation des relations se fera sans conditions préalables. »

Les dirigeants de l'opposition arménienne ont dénoncé ce qu'ils considèrent comme des ouvertures secrètes de Pachinian à Erdogan. Ils disent qu'Ankara continue de conditionner l'établissement de relations diplomatiques avec Erevan et l'ouverture de la frontière turco-arménienne à un règlement du Haut-Karabakh

favorable à Bakou.

La Turquie a fourni une assistance militaire décisive à l'Azerbaïdjan pendant la guerre de six semaines au Karabakh interrompue par un cessez-le-feu négocié par la Russie en novembre dernier.

4- Le Courrier d'Erevan

23/09/2021

<https://www.courrier.am/fr/actualite/liberer-immEDIATEMENT-les-prisonniers--de-guerre-armeniens-et-ouvrir-des-enquetes-sur-les>

Libérer immédiatement les prisonniers de guerre arméniens et ouvrir des enquêtes sur les crimes de guerre

La Chambre des représentants des États-Unis adopte l'amendement Cardenas-Schiff-Sherman exigeant que l'Azerbaïdjan libère immédiatement les prisonniers de guerre et les civils arméniens.

Il est également impératif de lancer une enquête sur les crimes de guerre commis par l'Azerbaïdjan, notamment l'utilisation d'armes interdites, de phosphore blanc, etc. contre des civils.

Une enquête doit être menée sur l'utilisation de la technologie américaine dans les drones turcs utilisés pour cibler les civils arméniens pendant la guerre de l'Artsakh en 2020.

Le document indique notamment que *le 27 septembre 2020, l'Azerbaïdjan, avec le soutien de la Turquie et de milices étrangères, a lancé un assaut militaire contre le Haut-Karabakh, également appelé Artsakh, entraînant la mort de milliers de personnes et le déplacement de dizaines de milliers de résidents d'origine arménienne* ». Il affirme que *« la troisième convention de Genève, dont l'Azerbaïdjan est signataire, et le droit international coutumier exigent la libération des prisonniers de guerre et des civils capturés dès la cessation des hostilités et exigent que tous les détenus soient traités avec humanité »*.

« Malgré les obligations de l'Azerbaïdjan en vertu des Conventions de Genève et les engagements qu'il a pris en signant la déclaration du 9 novembre, bien après la fin du conflit, le gouvernement de l'Azerbaïdjan continue de détenir environ 200 prisonniers de guerre, otages et personnes détenues arméniens, en déformant leur statut pour tenter de justifier leur maintien en captivité », indique le document.

L'amendement Cardenas-Schiff-Sherman stipule que le Congrès estime que *« l'Azerbaïdjan doit rapatrier immédiatement et sans condition tous les prisonniers de guerre arméniens et les civils capturés. L'administration Biden doit s'engager à tous les niveaux auprès des autorités azerbaïdjanaises, y compris dans le cadre du processus du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, afin de faire comprendre l'importance du respect de leurs obligations, en vertu de la déclaration du 9 novembre et du droit international, de libérer immédiatement tous les prisonniers de guerre et les civils capturés »*.

Le texte exige ensuite un rapport du secrétaire à la défense sur l'utilisation de la technologie américaine dans les drones turcs utilisés par l'Azerbaïdjan pour attaquer l'Arménie et l'Artsakh pendant la guerre de 2020.

23/09/2021

Le projet de fusion des communautés critiqué par les élus locaux

Les responsables locaux de diverses régions d'Arménie ont dénoncé le projet du gouvernement visant à fusionner pratiquement toutes les villes et tous les villages en communautés beaucoup plus grandes.

Le Parlement arménien commencera à débattre vendredi d'un projet de loi gouvernemental qui réduirait de 441 à 37 le nombre de communautés locales du pays. La plupart d'entre eux se composent déjà de plusieurs villages et/ou petites villes consolidées par l'ancien gouvernement.

Les nouvelles unités administratives correspondraient essentiellement aux districts de l'Arménie soviétique qui ont été dissous et fusionnés au milieu des années 1990 en dix provinces dirigées par des gouverneurs nommés par le gouvernement central. Les provinces comprennent des communautés avec des maires élus et des conseils locaux.

Le cabinet du Premier ministre Nikol Pachinian a rédigé le projet de loi cet été, affirmant qu'il améliorera l'autonomie locale et rendra les dépenses budgétaires des communautés plus efficaces. Pachinian a déclaré que la mesure est le résultat d'une « décision politique » prise par son gouvernement et ne sera pas annulée si elle déclenche des protestations.

De telles manifestations ont été organisées ces dernières semaines par des résidents de certaines communautés, pour la plupart petites et rurales.

« Les collectivités élargies ont plus de possibilités et de ressources pour s'organiser et traiter plus efficacement les questions d'autonomie locale », a insisté le vice-ministre de l'Administration territoriale et des Infrastructures, Vatché Terterian lors des auditions parlementaires sur le projet de loi tenues mercredi.

Les représentants du gouvernement local présents aux audiences étaient fortement en désaccord, affirmant que la nouvelle division administrative recherchée par le gouvernement était illogique. Ils ont également critiqué le gouvernement pour ne pas avoir consulté les résidents et les administrations locales et ont demandé que le projet de loi soit suspendu.

Certains chefs de communauté ont vu des motifs politiques derrière la consolidation de la communauté qui nécessiterait la tenue de nouvelles élections locales.

L'ancien gouvernement avait consolidé et élargi les collectivités locales en 2016-2017 à une plus petite échelle. Il s'était également heurté à la résistance d'un grand nombre de ses résidents.

6- Nor Haratch Hebdo

23/09/2021

Pas de négociation entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sur la démarcation des frontières

L'Arménie et l'Azerbaïdjan n'ont toujours pas entamé de négociations sur la démarcation de leur longue frontière contestée, a déclaré jeudi un haut responsable arménien.

En réponse à l'impasse militaire persistante, la Russie, les États-Unis et l'Union européenne ont appelé à plusieurs reprises Bakou et Erevan à commencer à délimiter la frontière. Moscou a proposé d'agir en tant que médiateur dans ces pourparlers.

Le Premier ministre Nikol Pachinian a déclaré plus tard en mai que les pourparlers étaient conditionnés au retrait de l'Azerbaïdjan du « territoire souverain » de l'Arménie et à la libération de dizaines de prisonniers arméniens détenus en Azerbaïdjan un an après la guerre du Haut-Karabakh. Mais il a indiqué début août que son gouvernement est prêt à négocier sans conditions préalables.

Eduard Aghadjanian, le président pro-gouvernemental de la commission parlementaire arménienne sur les relations étrangères, a confirmé qu'Erevan est désormais favorable au début inconditionnel des pourparlers de démarcation. Il a déclaré que le retrait des troupes azerbaïdjanaises et la libération des prisonniers arméniens créeraient un « contexte positif » pour eux.

Aghadjanian a déclaré que les pourparlers n'avaient pas encore commencé. Il a déclaré que le président azerbaïdjanais Ilham Aliiev les lie à un « traité de paix »

qui engagerait l'Arménie à reconnaître la souveraineté azerbaïdjanaise sur le Karabakh.

« Naturellement, cela ne peut pas être acceptable pour nous », a ajouté l'ancien chef d'état-major de Pachinian.

Tigran Abrahamian, un député représentant le bloc d'opposition « J'ai l'honneur », a critiqué la stratégie de négociation du gouvernement arménien.

« Ils essaient de faire croire aux gens que le processus de démarcation résoudra rapidement tous les problèmes litigieux », a déclaré Abrahamian. « En fait, cela ne résoudra jamais ces problèmes. Nous savons bien à quoi ont abouti les négociations menées par ces autorités depuis trois ans et quelles ont été les conséquences tragiques qu'elles ont eues.

7- Le Courrier d'Erevan

22/09/2021

<https://www.courrier.am/fr/region/les-azerbaidjanais-ont--prevenu-que-les-citoyens-armeniens-devaient-dorenavant-payer-les>

Les Azerbaïdjanais ont prévenu que les citoyens arméniens devaient dorénavant payer les péages

Il y a trois jours, des Azerbaïdjanais ont arrêté un bus en provenance d'Iran transportant des citoyens arméniens, ont récupéré leurs passeports et, lorsqu'ils l'ont rendu une demi-heure plus tard, ont prévenu qu'à partir de maintenant, tout le monde devrait payer 95 dollars pour traverser cette section de la route. C'est ce qu'a déclaré Vahe Hakobyan, député de l'Assemblée nationale.

Il convient de rappeler que l'Azerbaïdjan a mis en place un poste de contrôle sur cette section de la route. La police contrôle les camions iraniens, exige des documents et de l'argent des conducteurs, ce qui provoque des embouteillages aux points de contrôle. Le 15 septembre, la police a arrêté deux conducteurs iraniens. Selon les médias azerbaïdjanais, les chauffeurs ont été transportés à Bakou et sont soupçonnés d'espionnage.

Le 18 septembre, des conducteurs iraniens avaient déjà tenté de contourner l'autoroute Goris-Kapan et de transporter des marchandises par Tatev. Sur le même tronçon de route, la police azerbaïdjanaise a également arrêté un véhicule civil avec des plaques d'immatriculation arméniennes transportant du pain pour les militaires.

« Et notre gouvernement, intentionnellement ou non, parle de la construction de la route H46 (Tatev-Kapan), alors que lorsqu'elle a été conçue, on n'a pas pensé à ce que des véhicules lourds passent par là. Aujourd'hui, ils essaient de réviser le projet à la hâte, mais il faudra au moins cinq ans pour le mettre en œuvre », a déclaré M. Hakobyan.

Selon l'interlocuteur, la principale cible de l'Azerbaïdjan, outre l'Arménie, est l'Iran, qu'ils veulent impliquer dans certains processus.

8- Arte.tv

21/09/2021

<https://www.arte.tv/fr/videos/105734-000-A/l-armenie-in-dependante-de-la-russie/>

L'Arménie, (in)dépendante de la Russie

Le 21 septembre 1991, l'Arménie devenait indépendante, suite à l'éclatement de l'URSS. 30 ans plus tard, Erevan se tourne toujours vers Moscou. Lors du conflit dans la région du Haut-Karabakh, qui l'a opposée à l'Azerbaïdjan jusqu'en novembre 2020, l'Arménie a dû compter sur l'armée russe. Reportage à Khnatsakh, près de Goris, où les drapeaux azerbaïdjanais flottent aux portes du village.

(Voir la vidéo en ligne)

9- Le Courrier d'Erevan

21/09/2021

<https://www.courrier.am/fr/region/les-azerbaidjanais-marquent-lanniversaire-du-massacre-de-bakou-par-une-marche-militaire-dans>

Les Azerbaïdjanais marquent l'anniversaire du massacre de Bakou par une marche militaire

dans la ville occupée de Chouchi

Les Azerbaïdjanais ont marqué l'anniversaire du terrible massacre de la population arménienne de Bakou par une marche militaire dans la ville occupée de Chouchi.

La marche a été annoncée sur Twitter par un certain fonctionnaire nommé par les forces d'occupation.

« Un sentiment de fierté déborde... Le 15 septembre, le 103e anniversaire de la libération de Bakou de l'occupation arméno-bolchévique est célébré à Chouchi, qui a été libérée grâce à l'héroïsme de notre armée. Nous sommes fiers de notre armée nationale », écrit Maftun Abbasov.

C'est ainsi que l'Azerbaïdjan célèbre le génocide de la population arménienne de Bakou en septembre 1918. Plus de 30 000 Arméniens ont été tués.

10- Les Nouvelles d'Arménie

23/09/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=83611

Le Dashnaktsoutioun critique l'ouverture en direction d'Ankara

Un membre important de la Fédération révolutionnaire arménienne (Dashnaktsutyun), parti d'opposition, a critiqué mercredi 22 septembre les efforts de l'Arménie pour entamer un dialogue avec la Turquie, affirmant qu'Ankara continue de poser des conditions préalables inacceptables à la normalisation des relations bilatérales.

« La Turquie continue de dire les mêmes choses que l'Azerbaïdjan », a déclaré Giro Manoyan au service arménien de RFE/RL. Malgré cela, notre Premier ministre a essayé d'avoir une réunion avec [le président turc Tayyip] Erdogan".

Giro Manoyan s'est plaint que les déclarations d'Erdogan conditionnant un rapprochement turco-arménien au fait que l'Arménie satisfasse les demandes de l'Azerbaïdjan après la guerre ont été interprétées comme des « signaux positifs » par Pashinian. « Cela met directement en péril nos intérêts nationaux », a-t-il déclaré.

M. Pashinian a parlé pour la première fois de tels signaux émanant d'Ankara le 27 août, affirmant que son gouvernement était prêt à y répondre.

Erdogan a répondu en disant qu'Ankara était ouvert à la normalisation des relations turco-arméniennes. Mais il a cité dans ce contexte les demandes de l'Azerbaïdjan d'une reconnaissance officielle par l'Arménie de la souveraineté azerbaïdjanaise sur le Haut-Karabakh.

Erdogan a déclaré dimanche que Pashinian avait proposé de le rencontrer. Il a semblé subordonner cette rencontre à l'acceptation par l'Arménie d'ouvrir un corridor de transport qui relierait l'Azerbaïdjan à son exclave du Nakhitchevan.

Une porte-parole de M. Pashinian n'a pas démenti cette offre, tout en critiquant les appels d'Erdogan en faveur du « corridor du Nakhitchevan » recherché par Bakou.

Selon M. Manoyan, le dirigeant turc a ainsi clairement indiqué qu'Ankara n'établira pas de relations diplomatiques avec Erevan et n'ouvrira pas la frontière turco-arménienne sans l'ouverture d'un tel corridor et la restauration du contrôle total de l'Azerbaïdjan sur le Karabakh.

Négocier avec les Turcs dans ces circonstances, a-t-il dit, reviendrait à accepter leurs conditions préalables.

« Nous étions et sommes toujours opposés à l'ouverture de négociations sans que [la Turquie] n'abandonne ces conditions préalables », a ajouté M. Manoyan.

Le Dashnaktsutyun est depuis longtemps partisan d'une ligne dure dans les relations entre l'Arménie et la Turquie. Il fait désormais partie de la principale alliance d'opposition Hayastan, dirigée par l'ancien président Robert Kocharian.

Hayastan et d'autres groupes d'opposition ont dénoncé ce qu'ils considèrent comme les ouvertures secrètes de Pashinian à Erdogan. Ils estiment eux aussi qu'Ankara n'est pas prêt à une normalisation inconditionnelle des relations turco-

arméniennes.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

11- Le Point

23/09/2021

Comment Erdogan traque ses opposants jusqu'à Paris

(Lire l'article en pièce jointe)

12- Eurasianet

22/09/2021

<https://eurasianet.org/on-independence-day-armenia-not-in-a-mood-to-celebrate>

On Independence Day, Armenia not in a mood to celebrate

The country's 30th anniversary of independence was yet another occasion for polarization.

[Ani Mejlumyan](#)

Armenia celebrated its 30th anniversary of independence on September 21, but in the wake of military defeat and in a hotly polarized political environment, the event took place in a state of nearly existential crisis.

Armenia's late-Soviet independence movement was deeply intertwined with the Karabakh Movement, which sought to unite the majority-Armenian Nagorno-Karabakh - then part of Soviet Azerbaijan - with Armenia. Independence was accompanied by military victory that secured control of Karabakh. But now that most of Karabakh has been lost again as a result of last year's war with Azerbaijan, and the rest under continuing threat, many in the country are asking what independence means.

"There is no independent Armenia without Artsakh," [tweeted](#) Irina Safaryan, a prominent Karabakhi social media commentator, using an alternate Armenian name for the territory. "Bring back Artsakh then celebrate whatever you want."

Prime Minister Nikol Pashinyan ensured that the anniversary would be controversial when he said two weeks in advance that it would be marked by a "a large-scale colorful celebration" in Yerevan's central Republic Square.

That choice of words struck a wrong note among many in the wake of more than 4,000 killed during the war, tens of thousands of soldiers wounded, tens of thousands of Karabakh Armenians displaced and soldiers still in Azerbaijani custody.

"In the past, every such holiday was marked by a military parade. We can't hold a military parade today, and we have to come to terms with the reality, because after the war there are no such capabilities," [said](#) the head of the opposition Armenia Alliance faction in parliament, former defense minister Seyran Ohanyan, in a September 10 [interview](#). "In this situation, I don't consider it appropriate to hold colorful events. This proves that the government doesn't have a hold of the country's realities and doesn't realize what happened to Armenia."

"We have fresh graves in Yerablur [the country's military cemetery], missing people, captives," [said](#) Gegham Nazaryan, a member of parliament from the opposition Armenia Alliance. "Was there no more an acceptable way to celebrate Independence Day than to pour salt in the wounds of parents with a colorful show dedicated to the fallen boys?"

Pashinyan later apologized for his choice of words, but many were not mollified.

There have been several protests by relatives of fallen soldiers, missing people and prisoners, [regularly gathered](#) in front of the government building expressing

their contempt. "He [Pashinyan] turned our lives colorless and black and now he is having a colorful show," the father of one fallen soldier told journalists at a September 16 protest.

In the end, the celebrations were not colorful. The traditional military parade was replaced by a march of soldiers, with rifles but without heavy weaponry.

Controversy continued to dog Pashinyan. During a daytime visit to Yerablur, relatives of soldiers - some of whom had been waiting hours - tried to block him from coming, but with a large security detail he entered the cemetery through a side entrance. Journalists were not allowed to enter. One young man shouted to the prime minister: "Nikol, you will answer along with Serzh and Kocharyan [former presidents of Armenia] for sacrificing these guys, for selling to the Turks, you will answer for ruining our independence, you will answer for selling our independence." He was

...